COMPTE-RENDU de la REUNION du CONSEIL MUNICIPAL

du 07 avril 2025

Le sept avril deux mille vingt-cinq,

Le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué le 31/03/2025, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, *sous la présidence* de M. FROEHLI Patrick.

Présents :

MM. FROEHLI Patrick – HONORE Pascal – Mmes VUILLEMEY Jocelyne - GRONDIN Laurence - MM. GAUTHIER Philippe - NICAUD Thierry - Mme MAILLEY Nathalie - MM. MARGERARD Philippe - JACQUIN Florian - HUMBERT Pierre. Lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement en exécution de l'article L.2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Absents excusés : M. JACQUIN Frédéric

Mme OEUVRAY France qui donne procuration à M. MARGERARD Philippe

M. FROSIO Audrey qui donne procuration à M. HONORE Pascal

Secrétaire de séance : Mme MAILLEY Nathalie

Ouverture de la séance à 19 h 30

Ordre du jour :

1. *Désignation du secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la séance du 11 Février 2025*
2. *Compte rendu des décisions du maire*
3. *Approbation du CFU 2024 des budgets Commune et Forêt*
4. *Affectation des résultats des budgets Commune et Forêt*
5. *Vote des taux d'imposition 2025*
6. *Vote du Budget primitif 2025 des budgets Commune et Forêt*
Attribution des subventions aux associations
7. *Mandatement du Centre de gestion de la fonction publique du Doubs afin de conclure une convention de participation dans le domaine de la Santé*
8. *Acquisition de parcelles forestières*
9. *Désignation des correspondants « Défense » et « Incendie Secours » et des délégués au Conseil d'Ecole*
10. *Questions diverses*

1- Désignation du secrétaire de séance et adoption du compte rendu de la séance du 11/02/2025

Mme MAILLEY Nathalie est désignée secrétaire de séance. Le compte rendu du 11 février 2025 est adopté.

2 - Compte rendu des décisions du maire

Décision n° 2025/002 du 28/02/2025

Raccordement du temple aux eaux pluviales – (Choix du prestataire)

Décision est prise de confier à la société DODIVERS basée à BLUSSANS le raccordement des eaux pluviales du temple au réseau unitaire pour un montant de **749.90 € HT soit 899.88 € TTC**.

3 – Approbation du CFU 2024 des budgets Commune et Forêt

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu les CFUs 2024 de la commune de LOUGRES des budgets COMMUNE et FORET ;

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents ;

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultats synthétiques et des taux des contributions et produits afférents ;

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;

Considérant les dispositions de l'article L. 2121-14 du CGCT qui prévoient que « dans les séances où le compte administratif du maire est débattu, le conseil municipal élit son président. Dans ce cas, le maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion ; mais il doit se retirer au moment du vote » ;

Considérant, dès lors, que l'article susvisé interdit formellement au maire de voter son propre compte administratif et qu'il ne peut donc pas donner/recevoir une procuration à/de l'un des membres de sa majorité ;

Considérant que, dans ce cadre, M. le maire a quitté la séance et le conseil municipal a siégé sous la présidence de M. HONORE Pascal ;

Considérant les CFUs présentés et résumés comme suit par le président de séance :

BUDGET COMMUNE

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU COMPTE FINANCIER UNIQUE				
Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice 2024				
		Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	411 083.32 €	513 814.31 €	924 897.63 €
	Recettes réalisées	240 244.29 €	538 798.42 €	779 042.71 €
	Restes à réaliser	58 564.00 €	0.00 €	58 564.00 €
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	457 010.91 €	563 634.81 €	1 020 645.72 €
	Dépenses réalisées	413 676.74 €	448 320.81 €	861 997.55 €
	Restes à réaliser	9 900.00 €	0.00 €	9 900.00 €
Différence entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	- 173 432.45 €	90 477.61 €	- 82 954.84 €
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	45 927.59 €	49 820.50 €	95 748.09 €
Solde (investissement) ou résultat de clôture (Fonctionnement)	Excédent/déficit (+/-)	- 127 504.86 €	140 298.11 €	12 793.25 €
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	48 664.00 €	0.00 €	48 664.00 €
Résultat cumulé	Excédent/déficit	- 78 840.86 €	140 298.11 €	61 457.25 €

BUDGET FORÊT

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU COMPTE FINANCIER UNIQUE				
Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice 2024				
		Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	17 102.61 €	111 923.07 €	129 025.68 €
	Recettes réalisées	0.00 €	57 105.66 €	57 105.66 €
	Restes à réaliser	0.00 €	0 00 €	0 00 €
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	20 000.00 €	113 905.61 €	133 905.61 €
	Dépenses réalisées	17 653.66 €	27 155.59 €	44 809.25 €
	Restes à réaliser	2 346.34 €	0.00 €	2 346.34 €
Différence entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	- 17 653.66 €	29 950.07 €	12 296.41 €
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	2 897.39 €	1 982.54 €	4 879.93 €
Solde (investissement) ou résultat de clôture (Fonctionnement)	Excédent/déficit (+/-)	- 14 756.27 €	31 932.61 €	17 176.34 €
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	- 2 346.34 €	0.00 €	- 2 346.34 €
Résultat cumulé	Excédent/déficit	- 17 102.61 €	31 932.61 €	14 830.00 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 11 voix Pour, 0 voix Contre et 0 abstention, M. le maire étant sorti et n'ayant pas pris part au vote,

- **APPROUVE** les CFUs 2024 des budgets COMMUNE et FORÊT de la commune de LOUGRES
- **DONNE** pouvoir à M. le maire pour prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération,

4 – Affectation des résultats des budgets Commune et Forêt

BUDGET GENERAL

	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	RESTE A REALISER	AFFECTATION RESULTAT	
				Equilibre investissement (1068)	Report fonctionnement
Dépenses	448 320.81 €	413 676.74 €	9 900.00 €		
Recettes	588 618.92 €	286 171.88 €	58 564.00 €		
SOLDE	140 298.11 €	(001) -127 504.86 €	48 664.00 €	78 840.86 €	61 457.25 €
Excédent (002)	61 457.25 €				

BUDGET FORET

	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	RESTE A REALISER	AFFECTATION RESULTAT	
				Equilibre investissement (1068)	Report fonctionnement
Dépenses	27 155.59 €	17 653.66 €	2 346.34 €		
Recettes	59 088.20 €	2 897.39 €	0.00 €		
SOLDE	31 932.61 €	(001) -14 756.27 €	-2 346.34 €	17 102.61 €	14 830.00 €
Excédent (002)	14 830.00 €				

5 – Vote des taux d'imposition 2025

Monsieur le Maire présente l'état 1259 comportant les bases prévisionnelles, les produits prévisionnels de référence, les allocations compensatrices et mécanismes d'équilibre des réformes fiscales.

Compte tenu de la revalorisation forfaitaire par la loi de finances 2025 des valeurs locatives, Monsieur le Maire propose de maintenir les taux sans majoration comme suit :

	Taux 2024	Taux 2025	Bases 2025	Produits 2025
Taxe foncière (bâti) :	36.45 %	36.45 %	740 400 €	269 876 €
Taxe foncière (non-bâti) :	33.14 %	33.14 %	12 400 €	4 109 €
Taxe habitation (résidences secondaires) :	7.83 %	7.83 %	10 300 €	806 €
TOTAL :				274 791 €

Le Conseil Municipal,

Vu les articles 1636 B *sexies* à 1636 B *undecies* et 1639 A du code général des impôts,

Après en avoir délibéré, par **12 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention**, **DÉCIDE** de maintenir les taux communaux pour l'année 2025 comme suit :

	Taux 2025	Bases 2025	Produits 2025
Taxe foncière (bâti) :	36.45 %	740 400 €	269 876 €
Taxe foncière (non-bâti) :	33.14 %	12 400 €	4 109 €
Taxe habitation (résidences secondaires) :	7.83 %	10 300 €	806 €
TOTAL :			274 791 €

➤ **CHARGE** Monsieur le Maire de :

- **Notifier** cette décision aux services préfectoraux
- **Transmettre** l'état 1259 complété à la direction départementale des finances publiques,
- accompagner d'une copie de la présente décision.

6 – Vote du Budget primitif des budgets Commune et Forêt – Attribution des subventions aux associations

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1612-1 à L.1612-20 et L.2311-1 à L. 2346-2 relatifs à l'adoption et à l'exécution des budgets communaux ainsi qu'aux finances communales,

VU la loi sur l'instruction M57 précisant les règles de comptabilité publique et de présentation du budget,

VU l'avis de la commission des finances,

CONSIDERANT l'obligation de voter le budget primitif avant le 15 avril 2025,

L'exposé du Maire entendu, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par **12 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention** adopte les budgets primitifs de l'exercice 2025.

BUDGET GENERAL	Dépenses et Recettes en équilibre
Fonctionnement	587 353.25 €
Investissement	396 560.11 €

BUDGET BOIS	Dépenses et Recettes en équilibre
Fonctionnement	48 071.00 €
Investissement	31 667.61 €

Attribution des subventions aux associations

➤ AAPPMA	:	400.00 €
➤ ACCA	:	500.00 €
➤ Anciens Combattants	:	170.00 €
➤ Football Club des 3 Cantons	:	500.00 €
➤ Le Souvenir Français	:	180.00 €
➤ Lougres Animation	:	400.00 €
➤ Les P'tits Lougrois	:	150.00 €
➤ Les Randonneurs de la vallée du Rupt	:	100.00 €
➤ L'Amicale des Sapeurs-Pompiers	:	200.00 €
➤ La Caisse des Ecoles	:	5 500.00 €

Les principaux travaux envisagés et inscrits au budget primitif sont :

- **Le remplacement des fenêtres et portes de la mairie.**
- **L'installation d'un chauffage au temple.**
- **L'achat de matériel informatique à l'école.**
- **La mise en place de caméras de surveillance.**
- **L'installation de 10 cavurnes au cimetière.**
- **La mise en place de coussins lyonnais rue du Chenois et quartier du Pont de Clos.**
- **La provision de fonds pour la révision du PLU.**
- **L'enfouissement des réseaux secs sur une partie de la rue de Beausoleil.**
- **L'aménagement de terrains et la réalisation de petites réparations sur les bâtiments.**

7 – Mandatement du Centre de gestion de la fonction publique du Doubs afin de conclure une convention de participation dans le domaine de la Santé

Le Maire expose :

L'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique vient renforcer le dispositif relatif à la protection sociale complémentaire en instituant à compter du 1er janvier 2025 en matière de prévoyance, et du 1er janvier 2026 en matière de santé, une participation financière obligatoire des employeurs publics à des contrats d'assurances (labellisés ou issus d'une convention de participation) souscrits par leurs agents.

L'adhésion à une protection sociale complémentaire est facultative pour les agents.

Le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement, prévoit une participation mensuelle minimale des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement, pour chaque agent, des garanties de protection sociale complémentaire.

- Au titre des risques d'atteinte à l'intégrité physique de la personne et les risques liés à la maternité, désignés sous la dénomination de risque « santé » ; La participation mensuelle des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement, pour chaque agent, ne peut être inférieure à la moitié d'un montant de référence, fixé à 30 euros.
- Au titre des risques d'incapacité de travail, des risques d'invalidité et le cas échéant, liés au décès, désignés sous la dénomination de risque « Prévoyance » ; La participation mensuelle des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement, pour chaque agent, des garanties prévues à l'article 1er ne peut être inférieure à 20 % du montant de référence, fixé à 35 euros

Le montant accordé par la collectivité peut être modulé selon le revenu ou la composition familiale de l'agent, dans un but d'intérêt social. Cette participation peut être accordée soit au titre de contrats et règlements auxquels un label a été délivré, soit au titre d'une convention de participation.

Le code général de la fonction publique, et plus particulièrement son article L827-7 prévoit que « Les centres de gestion concluent, pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics et afin de couvrir pour leurs agents, au titre de la protection sociale complémentaire, les risques mentionnés à l'article L. 827-1, des conventions de participation avec les organismes mentionnés à l'article L. 827-5 dans les conditions prévues à l'article L. 827-4. »

La conclusion d'une telle convention de participation doit intervenir à l'issue d'une procédure de mise en concurrence transparente et non discriminatoire prévue par le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011.

Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Doubs (CDG 25) a décidé de mener, pour le compte des collectivités qui le demandent, une telle procédure de mise en concurrence afin de choisir un ou des organisme(s) compétent(s) et conclure avec celui-ci (ou ceux-ci), à compter du 1er janvier 2026 et pour une durée de 6 ans, une convention de participation sur le risque « santé ».

A l'issue de cette procédure de consultation, la collectivité conserve l'entière liberté d'adhérer à cette convention de participation, en fonction des tarifs et garanties proposés. L'adhésion à de tels contrats se fera, au terme de l'article L827-8 du code général de la fonction publique, par délibération et après signature d'une convention avec le CDG 25.

Le montant de la participation que la collectivité versera aux agents sera précisé à la signature de la convention, à l'issue du dialogue social qui a été engagé et après avis du comité social territorial du CDG 25.
Vu le code général de la fonction publique et notamment son article L253-5 et ses articles L827-1 et suivants ;

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;
Vu le décret 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;
Vu la délibération du CDG 25 en date du 27/11/2024 approuvant le lancement d'une démarche visant à conclure une convention de participation sur le risque « Santé » pour les employeurs territoriaux qui le souhaitent ;

Considérant l'intérêt pour les agents d'une participation de l'employeur au financement de leur protection sociale complémentaire ;

Considérant l'intérêt pour les employeurs de choisir la convention de participation pour participer à la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Considérant l'intérêt de confier la procédure de mise en concurrence pour la conclusion de telles conventions au CDG 25 afin de bénéficier notamment de l'effet de la mutualisation ;

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- **Souhaite** s'engager dans une démarche visant à faire bénéficier ses agents d'une participation financière à leur protection sociale complémentaire dans le cadre d'une convention de participation pour le risque « Santé ».
- **Mandate** le CDG 25 afin de mener pour son compte la procédure de mise en concurrence nécessaire à la conclusion d'une convention de participation pour le risque « Santé »
- **Mandate** le CDG 25 afin de solliciter dans le cadre du risque « Santé » les régimes de retraite afin d'obtenir des statistiques relatives à la population retraitée qui sont « ... les données non nominatives relatives au sexe, à l'âge et au niveau moyen des pensions... ».
- **Prend acte** que son adhésion à cette convention de participation n'interviendra qu'à l'issue de la procédure menée par le CDG 25 par délibération et après convention avec le CDG 25, étant précisé qu'après avoir pris connaissance des tarifs et garanties proposés, la collectivité aura la faculté de ne pas signer la convention de participation souscrite par le CDG 25.

8 – Acquisition de parcelles forestières

M. le Maire expose avoir reçu un courrier de la SAS AMBLARD/SAUGET basée à MONTBELIARD, l'informant de l'intention des consorts METIN de vendre des parcelles boisées. Dans le cadre des articles L 331-22 et suivants du Code Forestier, il est demandé à la commune si elle souhaite exercer son droit de préemption.

Après avoir donné connaissance aux conseillers des numéros de parcelles et de leurs situations, le maire propose de d'acquérir l'ensemble des parcelles.

Désignation des biens à acquérir

Section	N° cadastral	Lieu-dit	Surface à acquérir	Montant
A	53	SUR LES COMBES DE BARBENAU	13 a 50 ca	
A	130	SUR LA COMBE DE SAINTE MARIE	8 a 60 ca	
A	366	SUR LA COTE DE BARBENAUT	1 a 26 ca	
A	379	SUR LA COTE DE BARBENAUT	21 a 30 ca	
A	397	HAUT D'HARMONT	15 a 90 ca	
A	441	HAUT D'HARMONT	38 a 57 ca	
AB	31	GRANDS CHAMPS	17 a 95 ca	
B	22	SUR LA ROCHETTE	25 a 00 ca	
B	50	COMBE OMERE	6 a 80 ca	
B	58	COMBE OMERE	24 a 00 ca	
B	183	LA ROCHETTE	8 a 40 ca	
B	185	LA ROCHETTE	7 a 70 ca	
D	82	EN PARADIS	3 a 45 ca	
D	222	SUR LA COMBE DE FAY	29 a 00 ca	
Total			2 ha 19 a 43 ca	

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- **DECIDE** d'acquérir les parcelles désignées dans le tableau ci-dessus pour un montant total de **3 000.00 €**.
- **AUTORISE** le maire à signer tous les documents afférents à cette affaire.
- **DIT** que les frais de notaires seront à la charge de la Commune.

9 Désignation des correspondants « Défense » et « Incendie Secours » et des délégués au Conseil d'Ecole

A l'unanimité des votes :

- M. NICAUD Thierry a été désigné correspondant « Incendie Secours »
- Madame VUILLEMEY Jocelyne a été désignée correspondante « Défense »
- MM. NICAUD Thierry et HUMBERT Pierre ont été désignés pour siéger au Conseil d'Ecole.

10 – Questions diverses

Points abordés par les conseillers lors du tour de table

- Un comptage des véhicules a été réalisé à l'entrée du village rue de la Bonne Fontaine. Il s'agit d'analyser certaines données dont la vitesse et le nombre de passages. Les résultats seront communiqués dans les prochaines semaines.
- Les pompiers ont effectué un lavage du terrain de tennis situé à La Rochette lors d'une manœuvre. Des résidus de mousse subsistent qu'il faudra traiter de façon appropriée.
- Les commissions « Cadre de vie » et « Sécurité » se sont réunies pour l'inauguration du temple, l'installation des décorations de Pâques et établir la liste des panneaux de signalisation à remplacer ou à installer dans les endroits sensibles du village.

Le Maire

Séance levée à 22h20

Le Secrétaire de séance